

Didier Lechien puis René Benoît ont remis l'idée d'un grand Dinan sur le tapis afin de sauver la ville-centre d'une érosion certaine tant du point de vue démographique que des services administratifs. Mais les communes voisines ne sont pas toutes décidées à lui offrir leur cœur.

Si vous faites vos courses au centre Leclerc, avez-vous le sentiment de vous trouver à Léhon ? Si vous allez au Carrefour Market, est-il important de savoir que vous êtes à Quévert ? Les frontières entre les villes de Dinan, Quévert, Léhon et Taden, voire Trélivan sont très floues. Les zones commerciales et les quartiers se touchent et forment une agglomération homogène. Une zone d'activités et le club de hockey s'appellent tous deux 'Dinan-Quévert' ; un club de foot 'Dinan-Léhon'. Le grand Dinan existe presque, de fait. Physiquement. Mais pas d'un point de vue administratif.

Depuis des années, la question du Grand Dinan revient sur la table de façon cyclique. Souvent quand il y a péril en la demeure. Début des années 2000, le débat avait refait surface lorsque le commissariat était menacé de fermeture au profit de la gendarmerie. Le maire de Dinan, René Benoît, avait joué de ses relations gouvernementales pour écarter le danger. Mais lorsque le tribunal émigre à Saint-Malo, on est en droit de se demander à qui le tour, au sujet des services de l'État implantés dans la ville. Le commissariat à nouveau ? La sous-préfecture ?

Dans les années 70, Dinan était bien davantage peuplée. Petit à petit, ses militaires sont partis jusqu'à la disparition totale des

casernes. La cité médiévale qui comptait jusqu'à 17.000 habitants est en dessous des 12.000 aujourd'hui. Alors rejaillit l'idée d'un grand Dinan pour que la ville, saturée en terme de constructions, ne devienne pas une petite bourgade et puisse préserver ses services.

Des maires réservés

Ce qui a souvent figuré dans les thèmes de campagne électorale - plus souvent à gauche qu'à Droite - est-il en train de prendre corps à l'heure où s'amorce la réforme des collectivités territoriales ? Oui et non. Le premier adjoint, Didier Lechien, a ressorti le dossier, il y a quelques semaines, à cette occasion. Le maire, René Benoît, soutient l'idée d'une façon un peu tiède, il faut bien le dire. Leurs arguments reposent, en tout cas, sur leurs inquiétudes démographiques et la crainte de voir disparaître les services de la ville centre. René Benoît, en fin de carrière politique, ne voudrait pas que Dinan ne soit plus qu'une ville de seconde zone en Côtes d'Armor (LPB du 29-09-2011).

À côté, Lanvallay et Quévert, se sont hissées au rang des villes les plus importantes du pays de Dinan. Les habitations et les grandes surfaces y ont poussé comme des champignons ces dernières années. Tout comme à Taden et Léhon. Mais dans le lot, c'est bel et bien Lanvallay, séparés de la ville médiévale par le viaduc, qui s'illustre le plus comme

une nouvelle ville et non plus un bourg. Cette commune dispose d'un véritable centre avec de nombreux commerces, une zone d'activités qui ne se mélange pas avec celle des voisines. Et des projets d'aménagement ambitieux. Le maire, Jean-Yves Delarocheaulon, n'est pas disposé à voir absorber sa cité en plein boom. Et les réticences d'Alain Burlot, maire de Quévert, à répondre sur ce dossier montrent aussi un réel manque d'enthousiasme sur la question.

Ressortir les épées ?

On est bien loin des ambitions d'un Didier Lechien, candidat naturel aux prochaines municipales, qui argumente pour un grand Dinan afin de pouvoir créer une communauté d'agglomération. « La réforme des collectivités territoriales amène la Codi à discuter, entre autres, avec la communauté d'Evran pour un rapprochement, déclarait-il l'été dernier (LPB du 4 août 2011). Mais je ne vois pas l'intérêt de passer de 40.000 à 47.000 habitants. Il faut atteindre les 50.000 pour devenir communauté d'agglomération afin de disposer de plus de moyens financiers de l'État et de compétences fortes (notamment en matière d'aménagement du territoire et d'habitat). Mais pour cela, il faut intégrer d'autres communautés de communes et que la ville-centre fasse 15.000 habitants. »

Les numéros 1 et 2 du conseil municipal de Dinan ne veulent pas manger tout cru les trois ou quatre communes qui feraient grossir la ville-centre. Didier Lechien précise que « le grand Dinan ne peut se faire qu'avec l'accord des élus et des populations concernées ». Il faut dire que la cité médiévale a remis ses épées et armures depuis belle lurette. À moins qu'un combat singulier entre maires ?

En tout cas, Didier Lechien n'admet que du bout des lèvres le principe d'un référendum :



« Pourquoi pas mais il faudra faire un effort d'explication... » Et oui, pas facile de convaincre les foules, attachées à leur territoire. L'union n'est pas chose facile, même entre petites communes. Il y a quelques années, Plévenon et Fréhel ont fait sécession. Comme Plouër et Langrolay auparavant. Et Lanvallay n'a pas encore complètement fusionné avec Tres-saint et Saint-Solen.

Didier Lechien est même très prudent dans sa vision du grand

Dinan : « Ce ne serait pas forcément une fusion si les habitants ne le souhaitent pas. Le grand Dinan peut fonctionner sous la forme de communes associées avec des maires délégués. » C'est aussi l'idée de René Benoît. Mais le maire actuel voit cependant cela comme une transition avant la fusion.

Didier Lechien déclarait, en août dernier, que l'idée du grand Dinan faisait l'objet « d'une prise de conscience chez beaucoup

d'élus ». Pourtant, certains redoutent aussi de voir la ville-centre prendre encore plus d'ampleur au sein de la Codi. À trop tergiverser, la région dinannaise pourrait encore rester longtemps à l'ombre de Saint-Malo, qui, en son temps, a su fusionner avec Paramé et Saint-Servan pour devenir une agglomération dynamique de 50.000 habitants.

Pierre-Yves GAUDART